2007-05324/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES JUIN 2000

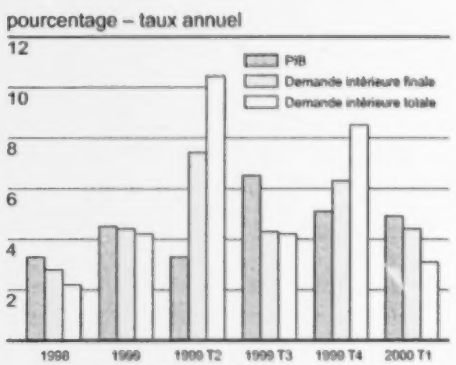
MESSAGES CLÉS

- Au premier trimestre de 2000, le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une croissance marquée de 4,9 % à la suite de gains plus élevés de 6,5 % et de 5,1 % aux troisième et quatrième trimestres de 1999. La production a ainsi augmenté de 4,9 % par rapport à la même période de l'année dernière. Au même moment, le PIB nominal a surpassé pour la première fois le billion de dollars au premier trimestre du nouveau millénaire.
- La croissance de la demande tant intérieure qu'extérieure a contribué à l'augmentation de la production. La demande intérieure totale a progressé moins rapidement qu'au quatrième trimestre. Cependant, les exportations réelles ont fait un bond de 13,9 % et ont stimulé la production canadienne.
- L'excédent nominal de la balance commerciale a marqué une hausse substantielle en raison d'une amélioration de la balance commerciale réelle et des termes de l'échange (les prix à l'exportation ont augmenté, tandis que les prix à l'importation ont diminué). Le compte courant est passé d'un déficit d'environ 1 milliard de dollars au quatrième trimestre à un excédent de plus de 19 milliards de dollars au premier trimestre, soit 1,9 % du PIB nominal. Il s'agit du plus important excédent du compte courant, tant en dollars qu'en pourcentage du PIB nominal. Cette amélioration a permis de maintenir une tendance amorcée il y a plusieurs trimestres, alors que le déficit moyen se situait à 1,8 % du PIB nominal en 1998 contre 0,4% en 1999.
- Le rythme soutenu de création d'emplois s'est poursuivi en l'an 2000. Un gain de 115 000 emplois nets entre janvier et avril, en plus des 427 000 emplois créés en 1999, a permis de porter à 542 000 le nombre d'emplois nets créés depuis la fin de 1998. Les emplois à temps plein ont dépassé le gain net total. En avril 2000, le taux de chômage est demeuré à 6,8 % pour le cinquième mois consécutif, son niveau le plus bas depuis avril 1976.

RÉSUMÉ[1]

L'économie canadienne a poursuivi sa forte croissance au premier trimestre de 2000, la demande tant extérieure qu'intérieure ayant augmenté. La croissance des exportations a fait un bond, tandis que les importations ont représenté une plus faible part de la demande intérieure croissante par rapport au quatrième trimestre, ce qui a permis de stimuler la production canadienne. La demande intérieure totale (dépenses des consommateurs, des entreprises et des administrations publiques en produits, en services, en logements, en usines et en matériel, plus les investissements en stocks) a continué de croître, mais à un rythme moins rapide qu'au quatrième trimestre (graphique 1),

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure réelle



La demande intérieure finale comprend les dépenses des Canadiens se rapportant à des biens, à des services, à des résidences, ainsi qu'à des usines et à du matériel. La demande intérieure totale est égale à la demande intérieure finale plus l'accumulation des stocks.

[1] Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels, et les données rapportées dans le présent document sont celles du 31 mai 2000.

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	1998	1999	1999 T2	1999 T3	1999 T4	2000 T1	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	3,3	4,5	3,3	6,5	5,1	4,9	–	
PIB hors stocks	3,9	4,7	0,6	6,6	3,0	6,2	–	
Demande intérieure finale	2,8	4,4	7,4	4,3	6,3	4,4	–	
Dépenses publiques	1,6	2,8	3,8	3,3	3,8	1,5	–	
Dépenses de consommation	2,9	3,5	4,7	4,6	3,7	3,4	–	
Investissements résidentiels	-2,0	6,6	11,7	4,8	12,1	9,8	–	
Investissement fixe des entreprises	6,1	10,5	25,3	4,8	20,5	11,2	–	
Construction non résidentielle	1,7	2,0	0,0	2,5	8,6	12,5	–	
Machines et matériel	9,0	15,6	41,9	6,0	27,2	10,5	–	
Variation des stocks des entreprises[1]	-0,5	-0,2	2,7	-0,1	2,0	-1,1	–	
Balance commerciale[1]	1,1	0,4	-5,5	2,5	-3,6	2,5	–	
Exportations	8,9	10,0	0,4	12,9	10,7	13,9	–	
Importations	6,1	9,4	16,7	6,5	22,1	7,9	–	
Solde du compte courant								
(nominal; milliards de dollars)	-16,3	-3,4	-7,2	1,7	-1,3	19,4	–	
(pourcentage du PIB)	-1,8	-0,4	-0,8	0,2	-0,1	1,9	–	
Revenu personnel disponible réel	2,8	2,7	4,0	1,9	3,4	4,5	–	
Bénéfices avant impôts	-5,6	23,7	23,6	59,8	27,0	31,5	–	
Coûts et prix (%, rythme annuel)								
Indice implicite des prix du PIB	-0,6	1,6	1,0	2,5	3,1	3,3	–	
Indice des prix à la consommation	0,9	1,7	1,6	2,2	2,4	2,7	2,1	avril 2000
IPC – hors aliments et énergie	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,3	avril 2000
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1,4	0,5	0,4	0,5	0,8	1,6	1,9	mars 2000
Règlements salariaux (total)	1,7	2,2	2,4	2,3	2,9	2,3	2,5	mars 2000
Marché du travail								
Taux de chômage (%)	8,3	7,6	7,8	7,6	7,0	6,8	6,8	avril 2000
Croissance de l'emploi	2,7	2,8	2,5	2,2	3,5	3,8	0,4	avril 2000
Marchés financiers (moyenne)								
Taux de change (¢US)	67,48	67,32	67,90	67,30	67,90	68,80	67,05	1er juin 2000
Taux préférentiel (%)	6,60	6,44	6,33	6,25	6,42	6,75	7,50	1er juin 2000

[1] Variation annualisée exprimée en pourcentage du PIB de la période précédente.
Sources : Statistique Canada, la Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada.

ramenant du même coup la croissance à un taux semblable à celui du quatrième trimestre. Par ailleurs, les tensions de coût et d'inflation sont demeurées contenues.

Les Canadiens continuent d'acheter

Les dépenses de consommation réelles ont connu une croissance soutenue de 3,4 % au premier trimestre, à peine en deçà de celle du trimestre précédent. La progression des dépenses en biens durables, comme des meubles et des appareils ménagers, s'est accélérée par rapport au dernier trimestre. Cependant, le rythme de croissance des dépenses en biens non durables et des services a ralenti, en partie à cause du retour à la normale des dépenses liées aux aliments, qui étaient montées en flèche en décembre en raison des craintes par rapport à l'an 2000 et des fêtes entourant le passage au nouveau millénaire.

Le gain de 5,8 % du revenu des particuliers a dépassé celui du quatrième trimestre. Le revenu du travail a enregistré sa plus forte croissance trimestrielle depuis la fin des années 1980. La création d'emploi est demeuré stable par rapport au quatrième trimestre, tandis que les heures travaillées ont augmenté de façon plus marquée.

L'impôt sur le revenu des particuliers ayant crû légèrement plus vite qu'au cours du trimestre précédent, le revenu disponible réel des particuliers a connu une hausse de 4,5 %. Par habitant, le revenu disponible réel des particuliers

a progressé de 4,1 %, maintenant une tendance positive. Vu que le revenu disponible s'est accru plus rapidement que les dépenses de consommation, le taux d'épargne des particuliers a monté pour s'établir à 3,4 % par rapport à un taux révisé à la hausse de 3,2 % au quatrième trimestre. Les changements apportés par Statistique Canada au traitement des régimes de retraite de la fonction publique, de même que les révisions rétrospectives des données relatives aux revenus et aux dépenses, ont entraîné une augmentation du taux d'épargne de 1 à 3 points de pourcentage depuis 1961.

Les investissements continuent de progresser

Les investissements des entreprises dans les usines et dans le matériel ont augmenté de 11,2 % au premier trimestre. Toutefois, ce pourcentage est inférieur à celui du trimestre précédent. Les investissements en machines et en matériel ont progressé de 10,5 % après un gain beaucoup plus net au dernier trimestre. La construction non résidentielle a connu une hausse de 12,5 %, c'est-à-dire un rythme plus marqué qu'au quatrième trimestre; les gains les plus importants ont été enregistrés dans les projets d'ingénierie, car les prix plus élevés de l'énergie ont stimulé l'activité dans les champs de pétrole.

La croissance des investissements résidentiels a été vigoureuse au premier trimestre, mais dans une moindre mesure qu'au quatrième. La rénovation a affiché un deuxième gain important consécutif de près de 20 %, tandis que les coûts de transfert ont rebondi de façon appréciable après une baisse au dernier trimestre, les ventes d'habitations existantes ayant monté en flèche. Cependant, la croissance de l'activité au chapitre de la construction d'habitations neuves a fortement ralenti malgré une hausse modeste des mises en chantier.

Les investissements en stocks augmentent plus lentement

Les entreprises ont accru leurs stocks de 6,6 milliards de dollars au premier trimestre, à la suite d'une accumulation plus marquée de 9,2 milliards de dollars au quatrième trimestre. La hausse des ventes, stimulées par la demande plus forte, ayant été supérieure à la progression des stocks, le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a chuté, atteignant le point le plus bas jamais enregistré.

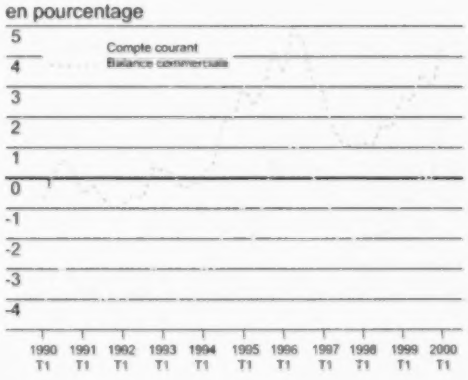
La montée en flèche des exportations stimule la production

L'augmentation de la demande extérieure de produits canadiens a concouru à un gain de 13,9 % des exportations réelles au premier trimestre. La croissance vigoureuse de l'économie américaine, ainsi que la reprise économique dans les pays secoués par la crise financière de 1997 et de 1998, sont les principaux facteurs qui expliquent cet essor des exportations. Parallèlement, le total des importations réelles a progressé à un taux plus modeste de 7,9 % au premier trimestre, à la suite de gains moins élevés des dépenses de consommation et des investissements des entreprises dans les machines et le matériel, et dans leurs stocks, par rapport au trimestre précédent.

Le compte courant enregistre un excédent record

Le gain au chapitre de la balance commerciale réelle et l'amélioration des termes de l'échange se sont soldés par un excédent de la balance commerciale nominale supérieur à celui du quatrième trimestre. Jumelée à l'amélioration du déficit de revenu de placement (y compris les bénéfices nets non répartis) et des transferts nets, cette situation a permis de faire passer le compte courant d'un déficit d'environ 1 milliard de dollars au quatrième trimestre à un excédent record de plus de 19 milliards de dollars, soit 1,9 % du PIB nominal au premier trimestre (graphique 2). Cette tendance a permis d'améliorer le solde du compte courant, qui a enregistré un déficit beaucoup plus faible en 1999 qu'en 1997 et en 1998.

Graphique 2
Compte courant en proportion du PIB nominal



L'inflation augmente temporairement, tandis que les bénéfices poursuivent leur montée en flèche

L'indice implicite des prix du PIB et celui des prix en chaîne ont tous deux progressé d'environ 4 % au premier trimestre, l'augmentation des prix des exportations ayant fait bondir ces indices à des niveaux supérieurs à 3 % par rapport à l'année précédente. Cependant, l'inflation des prix à la consommation est demeurée modeste. Après une augmentation de 3,0 % en mars d'une année sur l'autre, en grande partie en raison des répercussions temporaires de l'augmentation des prix de l'énergie, l'inflation de l'IPC a ralenti pour s'établir à 2,1 % en avril, à cause du repli des prix de l'énergie. En outre, l'inflation sous-jacente de l'IPC, qui exclut le prix des aliments et de l'énergie, n'a affiché qu'une faible hausse de 1,3 %, d'une année sur l'autre, en avril.

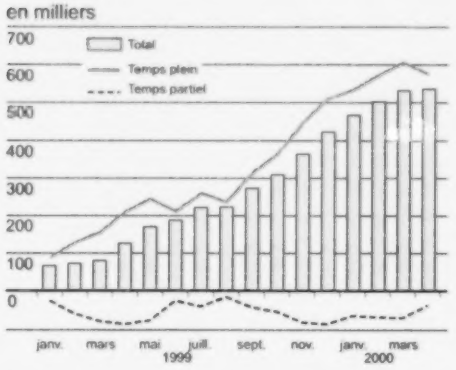
La productivité du travail, qui correspond à la production par employé, a augmenté un peu moins rapidement au premier trimestre qu'au quatrième. Les coûts unitaires de production de la main-d'oeuvre ont progressé par rapport au quatrième trimestre et ils étaient supérieurs de 1,6 % à leur niveau de l'année précédente.

Les bénéfices avant impôt ont bondi de 31,5 %. Il s'agit d'une sixième augmentation consécutive d'au moins 10 %. Les bénéfices sont passés à 12,0 % du PIB nominal et à un niveau dépassant de 34,8 % celui de l'année précédente.

Le taux de chômage demeure le plus bas en 24 ans

L'emploi a progressé de 3,8 % au premier trimestre, ajoutant ainsi aux 427 000 nouveaux emplois nets créés en 1999. Même si l'on tient compte du gain modeste de l'emploi en avril, le nombre de nouveaux emplois nets créés au cours de la période de 6 mois amorcée en octobre 1999 s'est fixé à 229 000 (graphique 3). Ainsi, l'augmentation totale a dépassé 542 000 emplois depuis la fin de 1998. Malgré une chute en avril, les emplois à temps plein ont dépassé le gain total net, car les emplois à temps partiel ont chuté au cours de la même période. En avril 2000, le taux de chômage est demeuré à 6,8 %, soit son plus bas niveau depuis avril 1976.

Graphique 3
Croissance cumulative de l'emploi depuis décembre 1998



Le dollar canadien reprend de la vigueur

Après avoir chuté pour atteindre un plancher record de 63,31 cents américains à la fin d'août 1998, le dollar canadien s'est raffermi, tout comme les cours mondiaux des produits de base. Il a dépassé les 69 cents américains à plusieurs reprises, la dernière fois au début de mars. Depuis, il a quelque peu reculé pour s'établir en deçà de 67 cents. Le 1er juin, il a clôturé à 67,05 cents américains.

Les taux d'intérêt du marché au Canada ont augmenté parallèlement à ceux des États-Unis. Tout récemment, soit le 16 mai, la Réserve fédérale américaine a resserré sa politique monétaire pour la sixième fois depuis le milieu de juin 1999; elle a relevé le taux des fonds fédéraux pour le faire passer de 6,00 % à 6,50 %, portant ainsi la hausse totale à 175 points de base. La Banque du Canada a suivi le mouvement à la hausse de la Réserve fédérale en mai, comme elle l'avait fait en février 2000 et en novembre 1999.

Cependant, les taux d'intérêt au Canada, en particulier les taux à court terme, sont demeurés généralement inférieurs à ceux en vigueur aux États-Unis. L'écart de rendement entre les bons du Trésor à 3 mois du Canada et des États-Unis s'est élargi et est passé de moins de 40 points de base à la mi-novembre 1999 à plus de 90 points de base au début de mars. Plus récemment, soit le 1er juin, les taux à court terme des deux pays se sont rapprochés, le rendement des taux canadiens ne cédant que 7 points de base à celui des États-Unis.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, (613) 992-3055. Également diffusé sur Internet à l'adresse http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.